

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2021, Vol. 6, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIWERSYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Directeur de la publication

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Alastair ALINSATO, Bénin
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules-Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Boniface MBIH, France

Isabel MOCOROA-VEGA, Espagne
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Jean-Christophe POUTINEAU, France
Carlos QUENAN, Argentine
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Xavier RICHEL, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Baiba ŠAVRINA, Lettonie
Lansana SEYDI, Brésil
Viatcheslav SHUPER, Russie
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada

Comité de rédaction

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne
Małgorzata MACUDA, secrétaire de rédaction, USEGP, Pologne

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2021

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof Malaga)	3
IDRYS FRANSMEL OKOMBI	
Courbe de Laffer de la relation entre la dette publique et la croissance en Afrique : importance de la qualité institutionnelle.....	9
THIERRY PAIRAULT	
L'endettement des pays de l'UEMOA à l'égard de la Chine	37
FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA	
Effets des politiques conjoncturelles sur la croissance économique en Zone franc .	51
THIERNO THIOUNE	
Écart de production dans la Zone UEMOA : analyse comparative d'une estimation par la fonction de production, le filtre de Kalman et le VAR structurel bayésien	77
TOMONDJI DAYANE THIERNAUD BEHANZIN, MAMADOU ABDOULAYE KONTE	
Impact de l'ouverture commerciale sur croissance économique dans l'UEMOA	106
KOSSI ATTSUTSÈ DZIÉDZOM TSOMDZO, YACOBOU SANOUSSI, KWAMI OSSADZIFO WONYRA	
Déterminants des dépenses publiques de santé en Afrique subsaharienne.....	126
ESSOSINAM FRANCK KARABOU, KOMLAN AMETOWOYO ADEVE, KPATCHAA SONGHAÏ	
L'effet des politiques d'aide à la santé sur le développement sanitaire et économique en Afrique subsaharienne.....	142
YACOBOU SANOUSSI, KOMLAN AMETOWOYO ADEVE, KWAMI OSSADZIFO WONYRA	
Urbanisation et inégalités de revenu en Afrique subsaharienne : quel rôle pour la gouvernance traditionnelle et la e-gouvernance ?	162
SEGNON AGUEY, YÉZIDOU ALI, AKOÉTÉ EGA AGBODJI	
Effets de la stratégie de relance post-COVID-19 de la BCEAO sur les agrégats économiques au Togo.....	183
FOUSSÉNI NAPO, KOFFI BIOVA ESSIOMLE	
Soutenabilité de la dette publique post-initiative pays pauvres très endettés (PPTE) : une évidence empirique au Togo.....	216

WOULAMÉ OUDJIM, YACOBOU SANOUSSI, KODJO EVLO Déterminants de la malnutrition des enfants au Togo : une analyse par les disparités selon le milieu de résidence	239
JACQUES KIAMBU DI TUEMA, FLORENT JEAN DÉSIRÉ KABIKISSA, FERDINAND MOUSSAVOU, CLAUDE LOMAMA LOMBOTO, ÉTIENNE KIYUNGA TCHANDEMA Banques et opérateurs de téléphonie mobile dans l'inclusion financière en République Démocratique du Congo : concurrence et innovations	261

URBANISATION ET INÉGALITÉS DE REVENU EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : QUEL RÔLE POUR LA GOUVERNANCE TRADITIONNELLE ET LA E-GOUVERNANCE ?

Urbanization and income inequality in sub-Saharan Africa: What role for traditional governance and e-governance?

YACOBOU SANOUSI¹

Université de Kara, Togo

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Département d'Économie

syacobou@gmail.com

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-1119-6286>

KOMLAN AMETOWOYO ADEVE¹

Université de Kara, Togo

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Département d'Économie

fadeve@yahoo.fr

ORCID: <https://orcid.org/0000-0001-5296-685X>

KWAMI OSSADZIFO WONYRA¹

Université de Kara, Togo

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Département d'Économie

wonyra.ossa@gmail.com

ORCID: <https://orcid.org/0000-0001-5237-4352>

Abstract: This article aims to analyze the role of traditional governance and e-governance in the urbanization-governance-income inequality relationship in sub-Saharan Africa countries. To achieve this, panel data is used for 48 countries covering the period 2005–2016. Dynamic modeling is adopted and the LSDVC method is used to estimate our model. The results show that urbanization strengthens inequalities in sub-Saharan Africa countries. However, the use of telecommunications services and the quality of public services combined with urbanization reduce income inequalities.

Keywords: urbanization, income inequality, telecommunications, sub-Saharan Africa.

¹ Université de Kara, BP. 404 Kara, Togo.

Résumé : Cet article vise à analyser le rôle de la gouvernance traditionnelle et le e-gouvernance dans la relation urbanisation-gouvernance-inégalités de revenu dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Pour y parvenir, les données de panel sont mobilisées sur 48 pays couvrant la période 2005-2016. Une modélisation dynamique est adoptée et la méthode LSDVC est utilisée pour estimer notre modèle. Les résultats relèvent que l'urbanisation renforce les inégalités dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cependant, l'utilisation des services de télécommunications et la qualité des services publics croisées avec l'urbanisation réduisent les inégalités de revenu.

Mots-clés : urbanisation, inégalité de revenu, télécommunications, Afrique subsaharienne.

JEL classification : D63, D73, L96, Q15.

Introduction

L'un des précurseurs du boom économique de l'Afrique après 2000 a été l'émergence de villes africaines dynamiques et l'urbanisation croissante qui en a résulté (PNUD², 2016). L'une des raisons de l'urbanisation en plein essor dans le monde est l'importante variation de la richesse et des ressources entre les villes (Liddle, 2017). Il est constaté que les zones urbaines regorgent la plupart des grandes entreprises et des opportunités d'emploi dans le secteur formel. Les premiers travaux de la littérature moderne sur les migrations sont attribués à Todaro (1969) et Harris et Todaro (1970). L'élément fondamental de leur modèle est que les migrants potentiels considèrent toutes les opportunités qui leur sont offertes par le marché du travail (rural et urbain), et choisissent celles qui maximisent leurs revenus escomptés.

Par ailleurs, entre 2010 et 2030, la proportion d'Africains vivant dans les zones urbaines pourrait passer de 36% à 50% (Banque Mondiale, 2015). Les Nations Unies notent que les régions qui s'urbanisent le plus rapidement dans le monde sont l'Afrique et l'Asie et prévoient que d'ici 2050, ces régions deviendront respectivement 56% et 64% urbaines. Dans le même temps, au cours des dernières décennies, de nombreux pays et régions ont enregistré une inégalité croissante des revenus.

Le cadre théorique adopté est néanmoins celui décrit par Todaro qui considère que la décision de migration est prise par l'individu qui cherche à maximiser son revenu dans son milieu d'accueil. Dans ce sens, les migrants ont par conséquent un comportement rationnel d'un point de vue économique. Beaucoup de travaux de recherche ont examiné la relation entre l'urbanisation et les inégalités de revenus,

² Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

d'une part, et la croissance économique et l'inégalité des revenus, d'autre part (Kuznets, 1955 ; Kanbur & Zhang, 1999 ; Henderson, 2003 ; Bertinelli & Black, 2004 ; Wan & Zhou, 2005 ; Annez & Buckley, 2009 ; Fay & Opal, 2000 ; Liddle & Messinis, 2015 ; Chen, Gu, & Wu, 2006 ; Gollin, Jedwab, & Vollrath, 2016 ; Wu & Rao, 2017 ; Adams & Klobodu, 2018)³. L'urbanisation est un corollaire pertinent du développement, car à mesure que les pays se développent, la proportion de leurs citoyens qui vivent dans les zones urbaines commence à augmenter à mesure que certaines parties de leur population se déplacent des zones rurales vers les villes urbaines (Kuznets, 1955 ; Annez & Buckley, 2009 ; Castells-Quintana, 2018). Pour réduire l'exode des populations les plus qualifiées, Meka'a (2011) démontre à travers une étude, qu'une autre mesure serait de favoriser l'implantation dans les zones rurales de grandes entreprises qui payent des salaires élevés. Cela pourrait se faire à travers le renforcement du rôle des collectivités locales, mais aussi par la politique des grands travaux dans les zones rurales. Cette mesure pourrait en même temps réduire les écarts de revenus entre régions, mais aussi encourager les migrations de retour.

Dans leur récent article, Sulemana, Nketiah-Amponsah, Codjoe et Andoh (2019) trouvent une relation positive entre le taux d'urbanisation et les inégalités de revenu dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cependant, de toutes ces recherches, il n'est pas établi une relation claire entre l'urbanisation et les inégalités en mettant en exergue le rôle de la gouvernance. Par ailleurs, les inégalités résultent de deux décennies d'ajustement structurel, qui ont considérablement réduit les marges de manœuvre des administrations et acteurs publics tout en ouvrant largement la fabrique urbaine aux logiques et intérêts privés. Avec l'urbanisation de la pauvreté et le poids relatif croissant de l'habitat précaire, ces évolutions suscitent des inquiétudes justifiées en termes d'amplification des inégalités socio-spatiales et de segmentation des territoires urbains (Watson, 2014 ; Myers, 2011), voire de conflictualité locale accrue (Bertrand, 2014). Alors que dans les capitales de taille moyenne (1 à 3 millions), notamment ouest-africaines, les multiples filières foncières et immobilières illégales ont développé une modernité parallèle longtemps efficace pour produire des logements en dur dans des quartiers peu équipés mais préservant une relative mixité sociale, les ségrégations s'accroissent à toutes les échelles sous l'effet des logiques marchandes et d'une boulimie d'espace qui aggrave les problèmes de transport et le coût des services.

Quel est l'effet croisé de l'urbanisation, de la gouvernance et des services de télécommunications (e-gouvernance) sur les inégalités de revenu en Afrique subsaharienne ? Cette recherche vise à ressortir l'effet de l'urbanisation sur les inégalités de revenu en contrôlant le rôle de la corruption dans la relation triptyque urbanisation-gouvernance-inégalité de revenu. De façon spécifique, il s'agit d'établir

³ Voir Sulemana et collaborateurs (2019).

la relation urbanisation-corrupcion-inégalité de revenu en Afrique, et d'analyser les effets de l'urbanisation et de la corruption sur les inégalités de revenu dans un contexte marqué par la corruption et l'accès aux services de télécommunications.

Comme on peut le noter, l'urbanisation reste un phénomène majeur dans la recherche des sources de croissance et dans la recherche des déterminants des inégalités en Afrique. A ce propos, la problématique de l'accès à la terre en Afrique reste un souci majeur pour les dirigeants puisque très souvent les conflits d'accès à la terre sont récurrents et la corruption reste une dimension non moins importante à scruter. Cette recherche se veut donc d'établir la relation triptyque *Urbanisation-Gouvernance-Inégalités de revenu* afin de pouvoir ressortir un mécanisme efficace de lutte contre la corruption dans le foncier dans les pays Africains tout en ressortant le rôle des services de télécommunications.

L'approche méthodologique adoptée est celle des données de panel sur 48 pays couvrant la période 2005–2016. Une modélisation dynamique est adoptée et la méthode LSDVC est utilisée pour estimer notre modèle. Les résultats relèvent que l'urbanisation renforce les inégalités dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cependant, l'utilisation des services de télécommunications et la qualité des services publics croisées avec l'urbanisation réduisent les inégalités de revenu.

Le reste de l'article est présenté comme suit. La section 2 aborde les travaux existants. La section 3 dresse la méthode et les outils d'analyse. La section 4 présente les résultats et implications de politiques. La section 5 conclut l'article.

1. Relation triangulaire urbanisation–gouvernance–inégalités de revenu : qu'en savons-nous ?

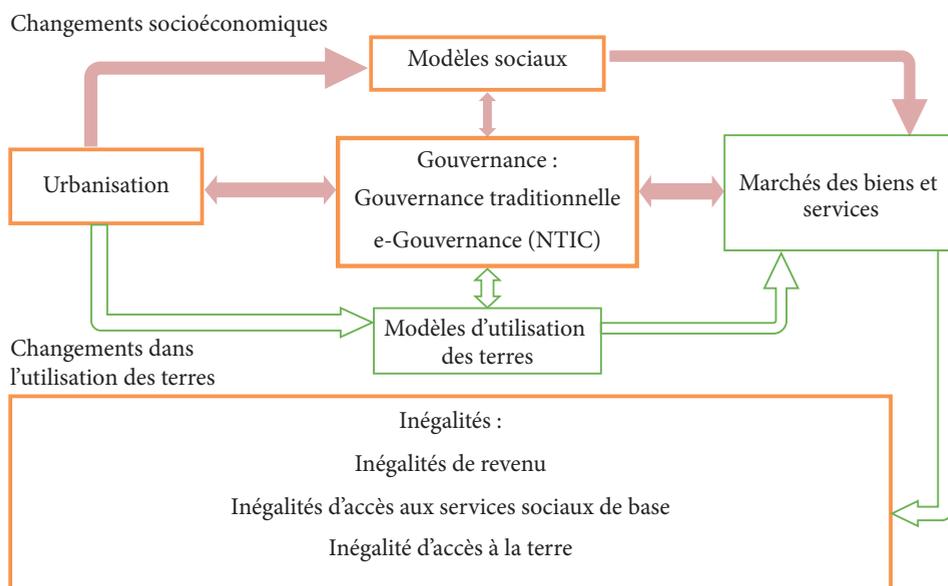
1.1. Cadre conceptuel

Ce cadre conceptuel est inspiré des considérations de Kuznets (1955) et Schlesinger (2013). Kuznets considère que l'urbanisation accompagnée de l'industrialisation est une cause majeure de l'incidence des inégalités observées. Son idée de base selon laquelle l'inégalité des revenus des individus augmente dans les premières phases du développement et diminue dans les dernières phases du développement est basée sur deux hypothèses. La première est relative au fait que le revenu moyen par habitant de la population rurale est généralement inférieur à celui de la population urbaine. La seconde soutient que l'inégalité dans les parts en pourcentage de la distribution au sein de la population rurale est quelque peu plus étroite que celles de la population urbaine.

Schlesinger a, dans ses travaux ayant pour objectif l'amélioration de la compréhension de la dynamique de l'espace spatio-temporel de l'agriculture urbaine

et périurbaine le long du continuum urbain-rural avec un accent sur petites et moyennes villes africaines, distingué les changements socioéconomiques de l'urbanisation des changements dans l'utilisation de la terre.

Partant de ces deux développements, nous soutenons que les inégalités observées peuvent provenir aussi bien des changements socioéconomiques engendrés par l'urbanisation que des changements dans l'utilisation des terres (graphique 1). Le premier type de changement capté par les modèles sociaux peut être une source importante d'inégalité de revenu sur le marché des biens et services (le marché de l'emploi en particulier). Le second type de changement peut, à travers les modèles d'utilisation des terres, être associé aux inégalités d'accès à la terre et aux infrastructures de base.



Graphique 1. Cadre conceptuel de la relation urbanisation-gouvernance-inégalités de revenu

Source : Élaboration propre à partir des idées de (Kuznets, 1955 ; Schlesinger, 2013).

Ce cadre conceptuel met en exergue la place de la gouvernance dans le lien entre l'urbanisation et les inégalités de revenu en distinguant la gouvernance traditionnelle de l'e-gouvernance axée sur l'utilisation des TICs. L'idée est d'affirmer qu'une mauvaise gouvernance ou encore l'échec du système politique et économique dans le processus de redistribution est associé à la persistance des inégalités dans les pays en développement (Kuznets, 1955). Par contre, une bonne gouvernance apparaît comme un facteur de lutte contre les inégalités. L'accent mis sur l'utilisation des TICs dans l'analyse de la relation entre urbanisation et inégalités de revenu peut

être justifié par le fait que les TICs sont considérés comme des instruments permettant de pallier les problèmes de congestionnement des agglomérations posés par l'urbanisation et qui sont à l'origine des inégalités. Dans cette même logique, les TICs apparaissent comme un outil de gains de temps et de facilitation de certaines transactions répondant ainsi aux problèmes de transport et de coûts des services associés à l'urbanisation.

1.2. Urbanisation et inégalité de revenus

De nombreuses études portant sur la relation entre l'urbanisation et les inégalités de revenus montrent que la relation peut être positive ou négative (Jones & Koné, 1996 ; Siddique, Wibowo & Wu, 2014 ; Sulemana et al., 2019) et non linéaire (Sato & Yamamoto, 2005 ; Liddle, 2017 ; Wu & Rao, 2017). En effet, Wu et Rao (2017) étudiant la relation entre l'urbanisation et l'inégalité de revenu et utilisant des données de panel portant sur 20 provinces sur la période allant de 1987 à 2010 en Chine trouvent une relation en U inversé. Ce résultat implique l'existence d'un seuil de taux d'urbanisation pour lequel les provinces dont le niveau d'urbanisation est supérieur connaissent une réduction des inégalités. Dans le cas de leur étude ce seuil est 0,53. Les premiers travaux empiriques sur la relation entre l'urbanisation et l'inégalité de revenu ont été menés par Kuznets qui étudiait la relation entre la croissance économique et l'inégalité de revenu aboutit pour la première fois à une relation en U inversé. Dans ses travaux il trouve que l'urbanisation entraînerait une plus grande inégalité de revenus quand le taux d'urbanisation devient élevé.

De même Sato et Yamamoto (2005) étudiant la relation entre l'urbanisation, le taux de fertilité et le développement économique trouve une relation linéaire négative entre l'urbanisation et le taux de fertilité. Mais en ce qui concerne la relation entre l'urbanisation et l'inégalité de revenus il trouve une relation en U inversé. Aussi, Liddle (2017) en étudiant la relation entre l'inégalité de revenus et le revenu d'une part et entre l'urbanisation et l'inégalité de revenus. Comme attendu, il trouve une relation en U inversé entre l'inégalité de revenus et le revenu d'une part et une relation en U inversé entre l'urbanisation et l'inégalité de revenu d'autre part. Ces résultats suggèrent qu'un taux d'urbanisation élevé est associé dans un premier temps à une baisse de l'inégalité de revenus jusqu'à un seuil donné et dans un second temps associé à l'aggravation de l'inégalité de revenus.

Dans une étude, Castells-Quintana et Royuela (2013) trouve une relation non linéaire entre l'urbanisation et l'inégalité de revenus qui selon leur résultat dépend du niveau de développement. Cela suppose que pour un pays initialement rural et avec une distribution égale de revenus, la croissance du taux d'urbanisation évolue de pair avec l'inégalité des revenus qui s'accroît également avec la croissance

économique. Par contre, pour les pays initialement ruraux avec une distribution inégale des revenus, aucune relation n'est observée entre l'urbanisation et l'inégalité de revenus.

Fay et Opal (2000) dans une étude portant sur l'urbanisation et la croissance des pays africains constatent que contrairement à la théorie, l'urbanisation dans les pays africains n'est pas suivie de la croissance économique. En ce qui concerne la relation entre l'urbanisation et l'inégalité de revenus, ils trouvent que le degré d'urbanisation est intimement lié au niveau de revenus. Cependant ils trouvent que le taux d'urbanisation continue de croître même pendant des périodes où ces pays enregistrent une croissance négative. Par ailleurs, soulignant le lien étroit entre l'urbanisation et la croissance du revenu par tête, Volrath et al. (2016) révèlent que souvent, l'urbanisation est utilisée comme proxy pour la croissance du revenu par tête dans l'étude de la relation entre l'urbanisation et la croissance.

Le développement de l'urbanisation peut avoir des conséquences positives à savoir la croissance économique du pays (De Haas, 2005) et des conséquences négatives à savoir l'accroissement des inégalités, de la pauvreté urbaine et des taudis (Dodman, Leck, Rusca, & Colenbranden, 2017). Dans ce sens, en utilisant des données de panel dynamique sur 48 pays de l'Afrique subsaharienne et sur une période de 20 ans allant de 1996 à 2016, Sulemana et collaborateurs (2019) trouvent une relation positive entre l'urbanisation et l'inégalité des revenus.

Cela suppose qu'à mesure que les taux d'urbanisation augmentent les inégalités de revenus s'accroissent dans ces pays. De même Obeng-Odoom (2009) dans son article portant sur l'urbanisation au Ghana souligne qu'en 2006 la proportion de ghanéens vivant en dessous du seuil de pauvreté avait considérablement diminué de 1999 à 2006 passant de 39,5% à 28,5%. De plus sur la même période, pour la ville d'Accra, la pauvreté a crû passant de 4,4% à 10,6% et l'extrême pauvreté passait de 1,9% à 5,4%. L'analyse théorique de la croissance des richesses dans les milieux urbains et de sa redistribution suggère soit une aggravation des inégalités de revenus, soit une situation inchangée. Mais dans la réalité, il note une aggravation des inégalités de revenus au Ghana. En effet le coefficient de Gini mesurant les inégalités de revenus était de 0,38 en 1987, 0,42 en 1998 et 0,55 en 2007.

1.3. Urbanisation et gouvernance

Dans la littérature, plusieurs études ont établi une relation entre l'urbanisation et divers indicateurs de gouvernance. Cette relation peut être positive ou négative suivant la nature des indicateurs de gouvernance.

En examinant les effets de l'abondance des ressources naturelles sur l'urbanisation et le niveau de vie en Afrique, Ebeke et Etoundi (2017) font l'hypothèse que l'exploitation des ressources naturelles dans un contexte de mauvaise qualité de

gouvernance crée les conditions d'une urbanisation rapide et d'une concentration urbaine, et finalement abaisse le niveau de vie dans les villes primaires. A partir des données de panel des pays africains, ils ont trouvé que la mauvaise qualité de la gouvernance est associée à un effet plus néfaste de l'urbanisation et de la concentration urbaine sur la qualité de vie dans les villes africaines. Par contre, la qualité des institutions est apparue comme un facteur modérateur de l'effet néfaste de l'urbanisation (Adams, 2008).

Les institutions politiques jouent un rôle clé dans le processus d'urbanisation (Henderson & Wang, 2007). En associant l'urbanisation à l'augmentation du nombre et de la taille des villes, ces auteurs ont mis en exergue le rôle des institutions avec des données sur plus de 100 000 zones métropolitaines durant la période 1960 à 2000. Les auteurs ont trouvé que le degré de démocratisation et les avancées technologiques affectent fortement la croissance en nombre et en taille des villes. Ils soulignent que les effets sur la taille des villes sont hétérogènes. Pendant que les avancées technologiques apparaissent plus favorables aux grandes, la démocratisation croissante aide beaucoup plus les petites villes à travers le respect de la hiérarchie urbaine.

La corruption occupe aussi une place importante dans l'analyse de la relation entre urbanisation et gouvernance. En 1992, Meier et Holbook ont soutenu l'idée selon laquelle l'urbanisation est favorable aux conditions nécessaires à la corruption en assouplissant les contrôles sociaux de la famille et de la religion et aussi, en concentrant les ressources et les programmes gouvernementaux. A partir des données sur les États-Unis pendant la période allant de 1986 à 1987, ces auteurs ont démontré empiriquement qu'il existe de fortes corrélations positives entre urbanisation et corruption. Ce résultat a été confirmé dans un travail de recherche sur les données de 100 pays considérées sur trois périodes (1995–1997, 1998–2000 et 2001–2003) lorsque les auteurs trouvent qu'il est plus facile de détecter les pratiques de la corruption dans une population urbaine (Goel & Nelson, 2010).

Les mécanismes de manifestation de la corruption sont divers. Ainsi dans la gestion des villes et dans leur développement, la modernisation exige de l'administration publique certaines mesures en ce qui concerne le droit de propriété des terrains. En effet, la détention d'un titre foncier permet au détenteur de jouir pleinement du droit de propriété sur la parcelle de terre concernée. Ce faisant, dans la mise en œuvre de ces mesures, les procédures d'obtention des titres fonciers dans la plupart des pays en développement sont longues et complexes souvent couteux. Ceci favorise dans l'administration publique des individus habiles développant des pratiques susceptibles de détourner les fonds publics à leur profit personnel. En effet, les étapes administratives et les procédures instaurées par certains fonctionnaires corrompus de l'État découragent des résidents en particulier les populations en marge de la société d'obtenir des papiers formels dans leur transaction dans le domaine foncier (Server, 1996).

Selon ce dernier, cette situation explique pourquoi le nombre de terrains ayant un titre foncier est très faible dans la capitale indonésienne. Selon lui, seul 37% des propriétaires terriens possède un titre foncier leur conférant un droit de propriété. Ainsi, étant donné que les procédures d'acquisition d'un titre foncier sont compliquées il apparait alors dans l'administration et dans la société en général des individus proposant de rendre ces services à des coûts parfois réduits. Ce faisant on aboutit à des titres fonciers falsifiés dont les principales victimes sont des individus ayant de faibles revenus. En effet, la falsification de titres fonciers par certains agents habiles de l'agence nationale foncière et l'acquisition illégale de 1000 hectares de terrain couplée du détournement de fonds publics a causé au gouvernement de Jakarta d'énormes pertes et coûts à hauteur de 370 millions de dollar US (Server, 1996).

Dans un article, Verrest (2013) révèle que la plupart des villes caribéennes rencontrent pratiquement les mêmes problèmes. Aussi, comme dans le cas de la capitale indonésienne, les villes caribéennes bien que diverses en ce qui concerne leur taille relative et absolue, les opportunités et leur vulnérabilité économiques sociales et environnementales, ont des caractéristiques communes. En effet, ces villes sont caractérisées par un marché foncier complexe, un haut degré d'insécurité foncière et des habitats non planifiés, des inégalités socioéconomiques et un nombre important de résidents exerçant dans le secteur informel (R. K. Jaffe, Bruijne, Schalkwijk, & R. Jaffe, 2008 ; Obaidullah, 2008).

La littérature économique sur la relation gouvernance et urbanisation a également accordé une place importante aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ainsi, dans une étude portant sur le rôle du développement du secteur des télécommunications pour le développement économique en République du Congo, Swierczynska et Koulakoumouna (2018) ont montré que le niveau élevé d'urbanisation et la libéralisation du marché font partie des facteurs importants qui ont influencé la croissance impressionnante du secteur des télécommunications de la République du Congo. Dans cette même logique, Wan et Zhang (2017) ont souligné que les modèles empiriques existants de l'urbanisation éprouvent des difficultés dans l'explication de l'accélération de l'urbanisation observée au cours de ces dernières décennies. Ces auteurs ont, à partir d'un modèle d'équilibre général simple à deux secteurs, démontré l'effet potentiel des NTICs (internet en particulier) sur le taux d'urbanisation. Leurs résultats révèlent que les NTICs occupent une place très importante dans l'explication de l'accélération de l'urbanisation.

Dans un article, Hao (2012) a montré que les biais économiques dans les dépenses publiques en faveur des infrastructures urbaines et les télécommunications créent plus d'emplois dans les zones urbaines et attirent un afflux important de migrants. Ces dépenses sont favorables à un accroissement de la périurbanisation étant donné que le gouvernement ne parvient pas à sécuriser le bien-être des migrants à court terme.

1.4. Gouvernance et inégalité des revenus

Adams et Klobodu (2018) ont, dans leurs travaux portant sur l'urbanisation et l'inégalité de revenu, accordé une place importante à la gouvernance. Avec une technique d'estimation sur données de panel hétérogène, ils ont trouvé que l'ouverture commerciale et le PIB par tête ont un effet positif sur les inégalités de revenu pendant que les réformes démocratiques sont négativement associées aux inégalités de revenu.

Dès 1998, un document de travail du Fonds monétaire international, basé sur une analyse de régressions inter-régionales entre 1980 et 1997, démontrait l'impact considérable de la corruption sur les inégalités de revenu, avec une augmentation de la corruption d'un point résultant en une diminution de revenus de 7,8% par an pour les plus pauvres (Gupta, Davoodi, & Alonso-Terme, 2002). En effet, Gupta et collaborateurs (2002) trouvent que plus la corruption augmente moins l'économie est égalitaire. L'inégalité étant captée par l'indice de Gini. Leurs résultats sont solides. Recourant à la variable instrumentale pour se fixer sur le sens de la causalité, ils confirment réellement que la corruption accroît l'inégalité de revenu, de l'éducation mais aussi dans la distribution de terre. Ce qui n'améliore guère la situation des pauvres.

La corruption est également positivement corrélée avec le niveau d'inégalité de revenu mesuré par le coefficient de Gini. Sur la base de données de panel de pays africains, Gyimah-Brempong (2002) affirme qu'un point d'augmentation dans un index de corruption est associé à une augmentation de sept points du coefficient de Gini mesurant les inégalités de revenu.

Li, Xu et Zou (2000) apportent encore une mauvaise nouvelle pour les pauvres : l'effet est d'autant plus fort que le niveau de la corruption est très élevé. En outre, la croissance de la corruption a une incidence négative sur la croissance du revenu de 20% des personnes les plus pauvres, concluent Gupta et collaborateurs (2002).

Dincer et Gunalp (2008) ont analysé l'impact de la corruption sur l'inégalité de revenu et de la pauvreté aux États-Unis. Les analyses sont en séries chronologiques et en coupe. Leurs résultats robustes montrent que l'augmentation de la corruption conduit à plus d'inégalité et de pauvreté.

En analysant l'impact de la mondialisation sur les inégalités des revenus sur un échantillon représentatif de 62 pays en développement entre 1985 et 2001, Adams (2008) trouve que la mondialisation n'explique que 15% de la variance des inégalités de revenus. Aussi, précise-t-il que le renforcement des droits de propriété intellectuelle et l'ouverture sont positivement corrélés avec l'inégalité des revenus pendant que l'investissement direct étranger et l'infrastructure institutionnelle sont négativement corrélés à l'inégalité des revenus.

L'instabilité socio-politique contribue également à l'augmentation de l'inégalité dans les pays. Selon Gradstein et Milanovic (2004) la démocratisation, par le biais de l'hypothèse de l'électeur médian, devrait conduire à une plus grande

redistribution et à une réduction des inégalités. Selon Anyanwu, Erhijakpor et Obi (2016), la démocratie joue un rôle important dans la réduction de l'inégalité des revenus en Afrique de l'Ouest. Le coefficient associé à la démocratie, une variable de qualité institutionnelle, est négatif et significatif au niveau de 5%. Une augmentation d'un point de pourcentage de l'indice de démocratie est associée à une réduction de 0,05 point de pourcentage de l'inégalité des revenus. Conformément à la littérature, les conclusions de Bircan, Brück et Vothknecht (2010), aboutissent au fait que la guerre civile est positivement et significativement liée à l'inégalité des revenus en Afrique de l'Ouest au seuil de 5%. Les conflits civils ont un effet négatif sur l'inégalité des revenus car ils entraînent la destruction des forces productives (capital humain et physique). Il en résulte une augmentation de l'écart de revenus (Anyanwu et al., 2016).

2. Méthode et outils d'analyse

Pour répondre à notre question de recherche, nous adoptons une approche économétrique des données de panel sur 40 pays africains sur la période 2005 à 2016. Cette période se justifie par le fait que la littérature nous renseigne que l'urbanisation s'est accélérée en Afrique à partir des années 2000 mais la disponibilité des données relatives à la gouvernance dans ces pays ne rend véritable et pertinente l'analyse des effets de cette urbanisation qu'à partir des années 2005.

Nous partons des travaux de Sulemana et collaborateurs (2019) sur l'urbanisation et les inégalités de revenu en Afrique subsaharienne (ASS). Nous ajoutons donc à leur modèle, les variables qui captent la gouvernance traditionnelle et le e-gouvernance (TICs). La pertinence de la prise en compte de ces variables dans le cadre de cette étude relève du fait que la problématique de l'accès à la terre en Afrique reste un souci majeur pour les dirigeants puisque très souvent les conflits d'accès à la terre sont récurrents et la corruption reste une dimension non moins importante à scruter. Cette recherche se veut donc d'établir la relation triptyque Urbanisation–Gouvernance–Inégalités de revenu afin de pouvoir ressortir un mécanisme efficace de lutte contre la corruption dans le foncier dans les pays Africains tout en ressortant le rôle des services de télécommunications.

Cette recherche met un accent particulier de la place de la gouvernance dans le lien entre l'urbanisation et les inégalités de revenu en distinguant la gouvernance traditionnelle de l'e-gouvernance axée sur l'utilisation des TICs. L'idée derrière la prise en compte de ces variables liées à la gouvernance provient du fait qu'une mauvaise gouvernance ou encore l'échec du système politique et économique dans le processus de redistribution est associé à la persistance des inégalités dans les pays en développement (Kuznets, 1955). Par contre, une bonne gouvernance apparaît comme un facteur de lutte contre les inégalités. L'accent mis sur l'utilisation des

TICs dans l'analyse de la relation entre urbanisation et inégalités de revenu peut être justifié par le fait que les TICs sont considérées comme des instruments permettant de pallier les problèmes de congestionnement des agglomérations posés par l'urbanisation et qui sont à l'origine des inégalités.

$$G_{it} = \gamma_0 + URB_{it} \gamma_1 + GOUV_{it} \gamma_2 + e-GOUV_{it} \gamma_3 + Z_{it} \gamma_4 + \omega_{it} \quad (1)$$

où G est l'indice de Gini, URB est le taux d'urbanisation, $GOUV_t$ mesure le degré de gouvernance traditionnelle, $e-GOUV_t$ mesure le degré d'utilisation des TICs, Z est un vecteur d'autres covariables de l'inégalité de revenus, et i et t indexent le pays et le temps, respectivement.

Pour tenir compte des problèmes d'endogénéité, nous allons mettre à contribution les estimateurs de différence GMM (Arellano & Bond, 1991) et GMM en système (Arellano & Bover, 1995 ; Blundell & Bond, 1998) qui utilisent des valeurs retardées de la variable dépendante comme instruments et qui font d'abord appel à la différenciation pour surmonter ces problèmes.

En réécrivant l'équation 1 et en décomposant le terme d'erreur, le modèle suivant est obtenu :

$$G_{it} = \gamma_0 + G_{it-1} \rho + URB_{it} \gamma_1 + GOUV_{it} \gamma_2 + e-GOUV_{it} \gamma_3 + Z_{it} \gamma_4 + \sigma_i + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

La correction des problèmes d'endogénéité par la méthode GMM suppose la prise en compte de la différenciation des variables. Ce faisant, l'équation 2 nous donne :

$$\Delta G_{it} = \Delta G_{it-1} \rho + \Delta URB_{it} \gamma_1 + \Delta GOUV_{it} \gamma_2 + \Delta(e-GOUV_{it} \gamma_3) + \Delta Z_{it} \gamma_4 + \Delta \varepsilon_{it} \quad (3)$$

où Δ est l'opérateur de différence. Cela permet d'éliminer la durée fixe des effets du pays. Cependant, ΔG_{it-1} est en corrélation avec $\Delta \varepsilon_{it}$ (Drukker, 2008). En incluant plus de retards de la variable dépendante et d'erreurs de première différence, les estimateurs GMM résolvent l'endogénéité ainsi que les problèmes de corrélation sérielle (Arellano & Bond, 1991 ; Arellano & Bover, 1995 ; Blundell & Bond, 1998). Cependant, en tant compte de la dimension temporelle qui s'approche de dix ans, les GMM deviennent moins efficaces. La méthode LSDVC est donc appropriée.

Enfin, pour capter l'effet de l'interaction entre la gouvernance (traditionnelle et e-gouvernance) et l'urbanisation sur les inégalités de revenu, l'équation suivante sera estimée :

$$G_{it} = \gamma_0 + G_{it-1} \rho + URB_{it} \gamma_1 + URB \cdot GOUV_{it} \gamma_3 + URB \cdot e - GOUV_{it} \gamma_4 + Z_{it} \gamma_5 + \sigma_i + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

où $URB \cdot GOUV_{it}$ est la variable d'interaction et γ_3 capte l'effet de l'interaction ; $URB \cdot e - GOUV_{it}$ est la variable d'interaction qui capte l'effet conjoint de l'urbanisation et des TICs.

Méthode LSDVC

Partons de la spécification suivante :

$$y = W\delta + D\eta + \varepsilon \quad (5)$$

avec $W = [y^{(-1)} | X]$; W est la matrice des variables explicatives et de la variable dépendante retardée, D est la matrice $(NT \cdot N)$ des variables muettes individuelles, η est le vecteur $(N \cdot 1)$ des effets individuels, δ est le vecteur $(k \cdot 1)$ des coefficients, et ε est le terme d'erreur.

L'estimateur LSDV est le suivant :

$$\delta_{LDSV} = (W'AW)^{-1} W' Ay \quad (6)$$

où A est la transformation vectorielle qui ressort les effets individuels.

Bun et Kiviet (2003) traitent le biais associé à l'estimateur LSDV comme suit :

$$E(\delta_{LDSV} - \delta) = c_1 (T^{-1}) + c_2 (N^{-1} T^{-1}) + c_3 (N^{-1} T^{-2}) + O(N^{-2} T^{-2}) \quad (7)$$

Dans leurs simulations de Monte Carlo, Bun and Kiviet (2003) et Bruno (2005a) considèrent trois approximations possibles du biais engendré par l'estimateur LSDV. Ces approximations sont captées par le premier, le deuxième et le troisième terme de l'équation suivante :

$$B_1 = c_1 (T^{-1}); B_2 = B_1 + c_2 (N^{-1} T^{-1}); B_3 = B_2 + c_3 (N^{-1} T^{-2}) \quad (8)$$

L'estimateur corrigé de LSDV (LSDVC) est donc obtenu par :

$$LSDVC = \delta_{LDSV} - B_i, i = 1, 2, 3 \quad (9)$$

Dans cet article, nous tenons en compte le biais de correction à l'aide de l'estimateur Anderson-Hsiao estimator (voir Ametoglo, Guo, & Wonyra, 2018).

Source des données

Les données des variables proviennent principalement de la Banque Mondiale (World Development Indicators, 2018). Des données supplémentaires sur l'indice de Gini provenant de la World Income Inequality Database de l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations Unies (UN-WIDER).

Le tableau 1 présente les statistiques autour des variables. Il ressort qu'il existe une disparité entre les pays en ASS. En moyenne, le niveau d'inégalité est estimé à 42,3 point et l'écart d'inégalité d'un pays à un autre est estimé à 7,2 point. Le niveau de gouvernance est très faible dans la région et estimé en moyenne à moins de 5 point. Les autres statistiques sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Statistiques descriptives

Variable	Obs.	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Inégalité	600	42,289	7,228	30,82	64,79
Urbanisation	600	6697596	1,12e+07	0	8,70e + 07
Chômage	600	9,851	7,452	0	37,6
Investissement	600	22,118	24,166	3,644	266,733
PIBH	600	2413,805	3990,307	140,815	28937,3
Indice affaire commerciale	600	3,547	0,755	1,5	4,5
Sécurité pour internet	600	90,178	526,490	1	7143

Source : Élaboration propre.

Technique d'estimation

Le modèle est estimé au moyen des techniques d'estimation des données de panels dynamiques. Cela est justifié par le fait que le niveau de revenu et donc des inégalités de l'année courante sont expliqués par ceux de l'année précédente (Ametoglo et al., 2018). A cet effet, le modèle étant dynamique, l'estimateur des moindres carrés ordinaires, l'estimateur à effets fixes, l'estimateur à effets aléatoires et l'estimateur SUR ne sont plus adaptés. Dans ces conditions, l'estimateur LSDVC de Bruno (2005). Cet estimateur est plus efficace que celui des GMM sur des panels non cylindrés de petite taille (Flannery & Hankins, 2013).

3. Résultats et implications de politique économique

Les résultats des régressions économétriques montrent que l'urbanisation augmente significativement les inégalités de revenu. Une augmentation du taux d'urbanisation de 1% contribue à l'augmentation des inégalités de revenu d'environ 2,79%. Ce résultat est conforme à celui trouvé par Nkoa et Song (2019). Cette situation peut s'expliquer par le fait que dans les pays en développement notamment ceux de l'ASS, l'émergence des villes et leurs différenciations sociales causent des différences entre les plus riches et les plus pauvres, une apparente massification de la pauvreté et le développement d'espaces sociaux plus homogènes en termes d'appartenance de classe créant de nouvelles divisions intra-urbaines (Fourchard, 2017). Dans de nombreuses villes africaines, les inégalités sont réellement saisissantes. Malgré de récentes améliorations, la plupart des villes africaines, par exemple, affichent toujours des valeurs très élevées pour l'indice de Gini, qui est une mesure permettant de capter les inégalités. Ainsi, une forte urbanisation qui s'accompagne par une forte inégale répartition de la population et des activités au sein des villes peut contribuer à l'accentuation des inégalités dans ces régions (Lachaud, 2006).

Cependant, un niveau d'urbanisation croisé avec l'accès aux services de télécommunications notamment l'utilisation de l'internet pour sécurité réduit

significativement les inégalités de revenu dans les pays de l'Afrique subsaharienne d'environ 0,33%. Ce résultat fort intéressant explique le rôle central que jouent les services de télécommunications dans la mesure où ils facilitent la fourniture et l'accès à d'autres services dans les milieux urbains. Par ailleurs, les services de télécommunications performants sont un préalable à l'urbanisation dans la mesure où l'accès à la terre poserait moins de problème avec l'utilisation des systèmes de géolocalisation et une meilleure planification de l'occupation de l'espace. Ce résultat est à mettre à profit pour permettre à l'Afrique subsaharienne de tirer meilleure partie de l'urbanisation sans cesse grandissante de l'Afrique. Selon les projections des Nations unies, l'Afrique subsaharienne basculera dans l'urbain entre 2025 et 2035, 1,2 milliard de citoyens sont attendus en 2050, plus nombreux que ceux de la Chine ou de l'Inde. Les grandes villes (plus de 1 million d'habitants) regroupent un peu plus du tiers de la population urbaine et captent 25% des nouveaux citoyens (United Nations Habitat, 2014).

La corruption reste un des éléments qu'il faudra maîtriser dans la sphère de la gestion de l'espace et donc de l'accès à terre urbaine. De nos estimations, il ressort qu'un niveau d'urbanisation associé à une administration publique efficiente en termes de réglementation des affaires commerciales conduit à une réduction des inégalités de revenu dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Ainsi, l'interaction du niveau d'urbanisation et d'une administration publique efficiente en termes de réglementation des affaires commerciales conduit à une réduction de l'inégalité d'environ 2,06%. La région subsaharienne regroupe des pays où le secteur informel est important et où le commerce est l'activité la plus développée avec une floraison des activités foncières qui s'accompagnent d'une forte corruption. Ce résultat fait ressortir donc l'importance du secteur informel et des politiques de lutte contre la corruption. En effet, les problèmes fonciers sont fortement corrélés au niveau de corruption de l'administration centrale tant dans les aspects de l'immatriculation des terres tant dans le règlement des litiges fonciers. Pour y parvenir, les services de télécommunications peuvent être mis à contribution pour réduire l'effet négatif de la corruption sur les inégalités de revenu. Cela suppose que les services de télécommunications vont permettre un système de contrôle électronique de l'immatriculation, la mise en place d'un système de guichet unique et de paiements en ligne des frais administratifs.

En ce qui concerne le niveau de croissance mesurée par le PIB par habitant, les résultats montrent qu'elle accentue les inégalités de revenu d'environ 0,6%. Ce résultat peut s'expliquer par le fait qu'une inégale répartition du revenu peut permettre de creuser le fossé déjà existant entre les riches et les pauvres en termes d'inégalité de revenu surtout dans les pays d'ASS. Ainsi, l'élaboration des politiques de redistribution orientée d'une part vers le court terme (très fréquente) recouvrant des programmes de garantie de ressources et d'assurance, tels que l'assurance chômage et d'autre part celle orientée vers le long terme concernant des politiques

visant à redistribuer les actifs ou à réduire les inégalités dans l'accumulation d'actifs peut contribuer à réduire des inégalités (Attanasio & Binelli, 2004).

Tableau 2. Résultats de l'estimation par la méthode LSDVC

Variables	Estimation par LSDVC	
	modèle de base	modèle interaction
Inégalité retardée	-0,252*** (0,0548)	-0,250*** (0,0563)
Taux d'urbanisation	0,0666 (0,684)	2,787** (1,112)
Chômage	0,821 (0,502)	0,780 (0,502)
Taux d'investissement	0,0606 (0,707)	-0,0847 (0,657)
PIBH	0,783*** (0,0529)	0,569** (0,224)
Gouvernance traditionnelle		
Indice affaire commerciale	-0,850*** (0,0990)	
Urb* Indice affaire commerciale		-2,058*** (0,238)
E-Gouvernance		
Internet pour sécurité	-0,502*** (0,0936)	
Urb* Internet pour sécurité		-0,334*** (0,129)
Observations	548	548
Number of idd	50	50

Ecart type en parenthèses ; *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : Élaboration propre.

On souligne alors que si les schémas d'urbanisation sont foncièrement différents selon les pays (la situation des pays d'Afrique subsaharienne), les modèles de répartition des inégalités le sont aussi. Toutes les villes souffrent d'inégalités, certaines plus que d'autres, en fonction des contextes spécifiques nationaux et régionaux, ainsi que du développement économique et de l'ampleur du secteur informel. Ce que nous observons aujourd'hui est un marquage géographique de plus en plus prononcé des inégalités sociales, surtout dans les pays en développement.

Conclusion et recommandations

Selon la banque mondiale, une proportion croissante d'Africains vit aujourd'hui dans les zones urbaines et d'après les projections des Nations unies, l'Afrique subsaharienne basculera dans l'urbain entre 2025 et 2035 avec 1,2 milliard de citoyens attendus en 2050, plus nombreux que ceux de la Chine ou de l'Inde. Cette sans cesse croissante urbanisation du continent africain rime avec toute une panoplie de défis dont celui de la réduction des inégalités de revenu dans un contexte de corruption et d'accès aux services de télécommunications. Dans cet article, le rôle des services de télécommunications dans la relation urbanisation-corruption-inégalités de revenu dans les pays de l'Afrique subsaharienne a été analysé. Pour y parvenir, les données de panel sont mobilisées sur 48 pays couvrant la période 2005–2016. Une modélisation dynamique est adoptée et la méthode LSDCV est utilisée pour estimer notre modèle afin de mieux prendre en compte les problèmes d'endogénéité des régresseurs. Les résultats montrent que l'urbanisation renforce les inégalités dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cependant, l'utilisation des services de télécommunications et la réglementation des affaires commerciales croisées avec l'urbanisation réduit les inégalités de revenu. Ce résultat implique que les politiques de lutte contre la corruption dans le domaine du foncier doivent être accentuées et surtout du secteur tertiaire et de l'informel. Par ailleurs, l'accès facile aux services de télécommunications devient un impératif dans un contexte d'urbanisation dans la mesure où ces services créent des facilités aux autres services et permettent de lutter contre la corruption dans le secteur du foncier en facilitant la mise en place de mécanismes visant à réduire la vulnérabilité à la corruption.

En termes de recommandation de politique, de nos résultats, on peut retenir que la réduction des inégalités de revenu peut passer par une amélioration de la qualité des services publics et l'utilisation des services de télécommunications pour améliorer la gestion de l'espace grâce à la numérisation des parcelles tant urbaines que rurales. Aussi, nous recommandons la mise en place d'un système de paiements mobiles afin de réduire la corruption dans le processus d'immatriculation des parcelles et la mise en ligne des formalités administratives d'acquisition des titres fonciers dans la lutte contre les inégalités de revenu.

References

- Adams, S. (2008). Globalization and income inequality: Implications for intellectual property rights. *Journal of Policy Modeling*, 30(5), 725–735.
- Adams, S., & Klobodu, E. K. M. (2018). Urbanization, economic structure, political regime, and income inequality. *Social Indicators Research*, 142(5).
- Ametoglo, M. E. S., Guo, P., & Wonyra, K. O. (2018). Regional integration and income inequality in ECOWAS zone. *Journal of Economic Integration*, 33(3), 604–627.
- Annez, P. C. & Buckley, R. M. (2009). Urbanization and growth: Setting the context. Urban and growth. In M. Spence, P. C. Annez & R. M. Buckley (Eds.), *Urbanization and growth* (pp. 1–45). Washington, DC: World Bank.
- Anyanwu, J. C., Erhijakpor, A. E., & Obi, E. (2016). Empirical analysis of the key drivers of income inequality in West Africa. *African Development Review*, 28(1), 18–38.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- Arellano, M., & Bover, O. (1995). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 29–51.
- Attanasio, O., & Binelli, C. (2004). Inégalités, croissance et politiques redistributives. *Afrique Contemporaine*, 211, 107–139.
- Banque Mondiale. (2015). *Rapport annuel 2015*. Washington, DC: The World Bank.
- Bertinelli, L., & Black, D. (2004). Urbanization and growth. *Journal of Urban Economics*, 56(1), 80–96.
- Bertrand, D. (2014). *Politique d'aménagement du lieu historique national du Canada du Canal-de-Chambly*. (Unpublished doctoral dissertation). Quebec: Université de Sherbrooke.
- Bircan, C., Brück, T., & Vothknecht, M. (2010). *Violent conflict and inequality*. (BWPI Working Paper 129).
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- Bruno, G. S. (2005). Approximating the bias of the LSDV estimator for dynamic unbalanced panel data models. *Economics Letters*, 87(3), 361–366.
- Bun, M. J., & Kiviet, J. F. (2003). On the diminishing returns of higher-order terms in asymptotic expansions of bias. *Economics Letters*, 79(2), 145–152.
- Castells-Quintana, D. (2018). Beyond Kuznets: Inequality and the size and distribution of cities. *Journal of Regional Science*, 58(3), 564–580.
- Castells-Quintana, D., & Royuela, V. (2013). *Cross-section evidence on the positive and negative effects of income inequality on economic growth* (Preliminary version).
- Chen, G., Gu, C., & Wu, F. (2006). Urban poverty in the transitional economy: A case of Nanjing, China. *Habitat International*, 30(1), 1–26.
- De Haas, H. (2005). International migration, remittances and development: myths and facts. *Third World Quarterly*, 26(8), 1269–1284.
- Dincer, O. C., & Gunalp, B. (2008). *Corruption, income inequality, and poverty in the United States*. <http://dx.doi.org/10.22004/ag.econ.37848>

- Dodman, D., Leck, H., Rusca, M., & Colenbrander, S. (2017). African urbanisation and urbanism: Implications for risk accumulation and reduction. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 26, 7–15.
- Drukker, D. M. (2008). *Econometric analysis of dynamic panel-data models using Stata*. TX: StatCorp: College Station.
- Ebeke, C. H., & Etoundi, S. M. N. (2017). The effects of natural resources on urbanization, concentration, and living standards in Africa. *World Development*, 96, 408–417.
- Fay, M., & Opal, C. (2000). *Urbanization without growth: A not so uncommon phenomenon* (vol. 2412). Washington, DC: World Bank Publications.
- Flannery, M. J., & Hankins, K. W. (2013). Estimating dynamic panel models in corporate finance. *Journal of Corporate Finance*, 19, 1–19.
- Fourchard, L. (2017). *Une urbanisation inégalitaire*. Paris: La Découverte.
- Goel, R. K., & Nelson, M. A. (2010). Causes of corruption: History, geography and government. *Journal of Policy Modeling*, 32(4), 433–447.
- Gollin, D., Jedwab, R., & Vollrath, D. (2016). Urbanization with and without Industrialization. *Journal of Economic Growth*, 21(1), 35–70.
- Gradstein, M., & Milanovic, B. (2004). Does liberté = égalité? A survey of the empirical links between democracy and inequality with some evidence on the transition economies. *Journal of Economic Surveys*, 18(4), 515–537.
- Gupta, S., Davoodi, H., & Alonso-Terme, R. (2002). Does corruption affect income inequality and poverty?. *Economics of Governance*, 3(1), 23–45.
- Gyimah-Brempong, K. (2002). Corruption, economic growth, and income inequality in Africa. *Economics of Governance*, 3(3), 183–209.
- Hao, L. (2012). Cumulative causation of rural migration and initial peri-urbanization in China. *Chinese Sociological Review*, 44(3), 6–33.
- Harris, J. R., & Todaro, M. P. (1970). Migration, unemployment and development: A two-sector analysis. *The American Economic Review*, 60(1), 126–142.
- Henderson, V. (2003). The urbanization process and economic growth: The so-what question. *Journal of Economic Growth*, 8(1), 47–71.
- Henderson, J. V., & Wang, H. G. (2007). Urbanization and city growth: The role of institutions. *Regional Science and Urban Economics*, 37(3), 283–313.
- Jaffe, R. K., Bruijne, A. D., Schalkwijk, A., & Jaffe, R. (2008). The Caribbean city: An introduction. *The Caribbean City*, 1–23.
- Jones, B. G., & Koné, S. (1996). An exploration of relationships between urbanization and per capita income: United States and countries of the world. *Papers in Regional Science*, 75(2), 135–153.
- Kanbur, R., & Zhang, X. (1999). Which regional inequality? The evolution of rural–urban and inland–coastal inequality in China from 1983 to 1995. *Journal of Comparative Economics*, 27(4), 686–701.
- Kuznets, S. (1955). Economic growth and income inequality. *The American Economic Review*, 45(1), 1–28.
- Lachaud, J.-P. (2006, August). Urbanisation, pauvreté et capacités: nouveaux défis des stratégies de développement?. *Revue d'Économie Regionale Urbaine*, 455–488.
- Li, H., Xu, L. C., & Zou, H. F. (2000). Corruption, income distribution, and growth. *Economics & Politics*, 12(2), 155–182.

- Liddle, B. (2017). Urbanization and inequality/poverty. *Urban Science*, 1(35), 1–7.
- Liddle, B., & Messinis, G. (2015). Which comes first—urbanization or economic growth? Evidence from heterogeneous panel causality tests. *Applied Economics Letters*, 22(5), 349–355.
- Meier, K. J., & Holbrook, T. M. (1992). “I seen my opportunities and I took’em:” Political corruption in the American States. *The Journal of Politics*, 54(1), 135–155.
- Meka’a, C. B. (2011). Le différentiel de revenus joue-t-il un rôle déterminant dans la migration rurale-urbaine ? Application au cas du Cameroun. *Revue d’Économie du Développement*, 19(1), 45–76.
- Myers, B. L. (2011). *Walking with the poor: Principles and practices of transformational development*. Ossining, NY: Orbis Books.
- Nkoa, B. E. O., & Song, J. S. (2019, June). Urbanisation et inégalités en Afrique: une étude à partir des indices désagrégés. *Revue d’Économie Régionale Urbaine*, 447–484.
- Obaidullah, M. (2008). *Introduction to islamic microfinance*. IBF Net Limited.
- Obeng-Odoom, F. (2009). Has the Habitat for Humanity Housing Scheme achieved its goals? A Ghanaian case study. *Journal of Housing and the Built Environment*, 24(1), 67–84.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2016). *Rapport sur le développement humain*. Retrieved from http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web_0.pdf
- Sato, Y., & Yamamoto, K. (2005). Population concentration, urbanization, and demographic transition. *Journal of Urban Economics*, 58(1), 45–61.
- Server, O. B. (1996). Corruption: A major problem for urban management: Some evidence from Indonesia. *Habitat International*, 20(1), 23–41.
- Schlesinger, J. (2013). *Agriculture along the urban-rural continuum. A GIS-based analysis of spatio-temporal dynamics in two medium-sized African cities*. (Unpublished doctoral dissertation). Freiburg: University of Freiburg.
- Siddique, M. A. B., Wibowo, H., & Wu, Y. (2014). *Fiscal decentralisation and inequality in Indonesia: 1999–2008*. Perth: University of Western Australia, Business School, Economics.
- Sulemana, I., Nketiah-Amponsah, E., Codjoe, E. A., & Andoh, J. A. N. (2019). Urbanization and income inequality in sub-Saharan Africa. *Sustainable Cities and Society*, 48, 101544.
- Swierczynska, K. A., & Koulikoumouna, E. (2018). Marché des télécommunications et croissance économique en Afrique subsaharienne: cas de la République du Congo. *Revue Européenne du Droit Social*, 82.
- Todaro, M. P. (1969). A model of migration and urban unemployment in less-developed countries. *The American Economic Review*, 59(1), 138–148.
- United Nations Habitat. (2010). United Nations Habitat annual report. Retrieved August 3, 2019 from <https://unhabitat.org/un-habitat-annual-report-2010/>
- Verrest, H., Moorcroft, S., & Mohammed, A. (2013). Global urban development programmes and local realities in the Caricom-Caribbean: Mismatches in needs and approach. *Habitat International*, 40, 258–267.
- Wan, G., & Zhang, Y. (2017). *Accelerating urbanization explained: The role of information*. (ADB Working Paper No. 674). Tokyo: Asian Development Bank Institute. Retrieved from <https://www.adb.org/publications/accelerating-urbanization-explained-role-information>

- Wan, G., & Zhou, Z. (2005). Income inequality in rural China: Regression based decomposition using household data. *Review of Development Economics*, 9(1), 107–120.
- Watson, V. (2014). African urban fantasies: Dreams or nightmares?. *Environment and Urbanization*, 26(1), 215–231.
- World Development Indicators. (2018). *DataBank*. Retrieved from <https://databank.world-bank.org/source/world-development-indicators>
- Wu, D., & Rao, P. (2017). Urbanization and income inequality in China: An empirical investigation at provincial level. *Social Indicators Research*, 131(1), 189–214.

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

